

COVID-19 : Impacts économiques et mesures de relance

Un état de situation sur le coronavirus et sur la sensibilité de l'économie québécoise au 24 mars 2020

D'une surchauffe à un ralentissement majeur

Le Québec, confronté il y a peu à une rareté de main-d'œuvre, connaîtra sur une très courte période une hausse majeure de son taux de chômage.

L'économie québécoise était particulièrement dynamique avant le ralentissement causé par la COVID-19. La **rareté de main-d'œuvre** était le sujet de l'heure, et pour cause: le Québec pouvait se targuer d'un taux d'activité au plus haut et d'un taux de chômage particulièrement bas, soit à près de 5 %. Or, le ralentissement draconien de l'économie laisse entrevoir des temps difficiles, notamment pour les emplois au Québec

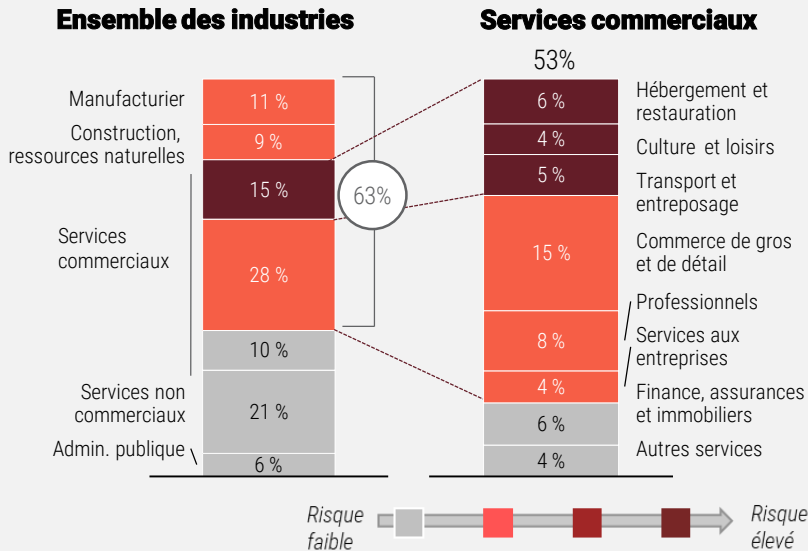
Cependant, ce ralentissement est davantage lié à une composante cyclique, soit les mesures de contrôle de la propagation du coronavirus, qu'à une composante structurelle tel que l'effondrement du secteur financier. Une fois le choc encaissé, le vieillissement démographique et son impact sur la disponibilité de la main-d'œuvre devraient revenir dans le paysage du marché de l'emploi.

Des emplois affectés en grand nombre

Le ralentissement des activités associé à la gestion sanitaire de la COVID-19 affectera de manière inégale les différents secteurs de l'économie. La structure de l'emploi au Québec fait en sorte qu'une part non négligeable (37%) des emplois sont moins à risque. Cependant, les services commerciaux peineront pour un certain temps.

Part de l'emploi total par industrie selon le risque d'impact

Québec, 2019, en % des emplois totaux

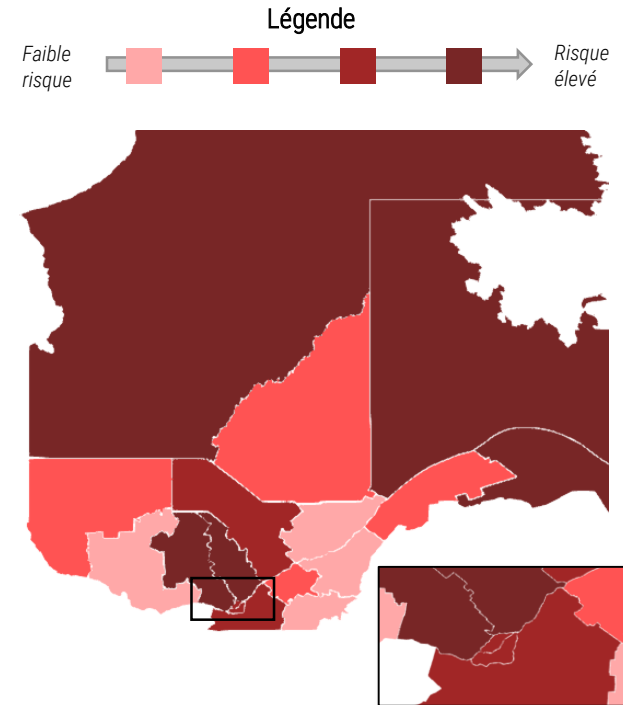


Cette évaluation de l'impact sur les industries peut varier au sein même d'une industrie

- Les commerces de détail non alimentaires ainsi que les secteurs manufacturiers reposant sur le commerce international sont à haut risque
- D'autres secteurs subiront un ralentissement plus court qui correspond à la mise « en pause » demandée par le gouvernement
- La construction résidentielle et le marché immobilier risquent d'être plus affectés
- Le secteur de l'assurance est peu risqué tandis que celui de la finance est à moyen risque

Risques en lien avec les emplois selon la région

Québec, 2019, en quartiles de risque



Source: Statistique Canada, Analyse Avisaio

COVID-19 : Impacts économiques et mesures de relance

Un modèle pour estimer les impacts potentiels sur l'économie

Aviseo Conseil estime que les impacts économiques principaux de la propagation de la COVID-19 et des mesures de mitigation s'articulent autour de **six chocs majeurs**. La modélisation vise à capturer les effets de cascades qu'auront ces chocs sur l'économie québécoise. Afin de quantifier l'impact économique des six chocs présentés ci-dessous sur un trimestre, Aviseo Conseil s'est appuyé sur différentes références ainsi que sur un **modèle intersectoriel statique**.

À titre d'exemple, l'estimation statique des impacts du choc des dépenses des ménages comprend les pertes d'emploi dans les secteurs touchés. Toutefois, l'estimation n'inclut pas les impacts additionnels tel que la baisse de consommation des travailleurs mis à pied ou licenciés.

Six chocs majeurs sur l'économie

Dépenses des ménages

La distanciation sociale ainsi que la fermeture de nombreux établissements feront diminuer les dépenses de consommation des ménages. La structure de ces dépenses est également changée. Par ailleurs, la confiance des consommateurs sera altérée pour les futurs achats.

Manufacturier et commerce international

La chaîne d'approvisionnement mondiale est affectée par la propagation du coronavirus et des mesures de mitigation. Pour les entreprises du Québec, cela signifie des impacts sur les intrants importés et des revenus non-réalisés sur les exportations.

Investissements et construction

La baisse généralisée de la confiance et l'incertitude élevée engendre une réduction des investissements à travers plusieurs secteurs. De plus, de nombreuses firmes auront des difficultés de liquidités pendant que le secteur de la construction est en pause pour trois semaines.

Fermeture des entreprises

La fermeture des entreprises « non essentielles » pendant une période de trois semaines met essentiellement l'économie sur pause. Les impacts de cette fermeture sont traités en sus des impacts déjà existants tout en tenant compte du double comptage.

Force de travail

Les heures de travail et conséquemment la production que l'on attribue aux travailleurs diminuera. Cette réduction s'explique par la possible contraction de la COVID-19 et la gestion à temps plein des enfants qui sollicitera au minimum un parent sur deux.

Tourisme

La fermeture des frontières aux non résidents ainsi que la distanciation sociale réduira de manière importante les recettes touristiques des entreprises québécoises. Une reprise très légère des activités est anticipée, mais après les trois prochains mois.

Impacts économiques trimestriels

Étant donné que la durée du ralentissement est incertaine, Aviseo Conseil a estimé les impacts du ralentissement sur un horizon de trois mois, soit un trimestre. Toutefois, le ralentissement des activités économiques pourrait s'étendre au-delà de cette durée.

Les résultats présentés visent à contribuer au débat public en apportant une perspective économique. Les résultats permettent d'offrir un ordre de grandeur des conséquences économiques de la crise sanitaire et d'aussi poser un regard sur les efforts à investir pour une relance rapide.

Ajustements positifs

L'analyse des impacts se concentre sur la quantification des effets négatifs. Or, les réponses du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral pourraient avoir des impacts positifs sur l'économie.

Avec les changements de comportements des consommateurs, des impacts positifs pour certains pans de l'économie pourraient aussi en découler.

Augmentation des dépenses gouvernementales



Croissance des investissements en infrastructures



Transfert des dépenses dans le commerce en ligne au Québec



Substitution des dépenses en restauration par des dépenses en commerce de détail



À moyen terme, hausse du tourisme local au Québec



COVID-19 : Impacts économiques et mesures de relance

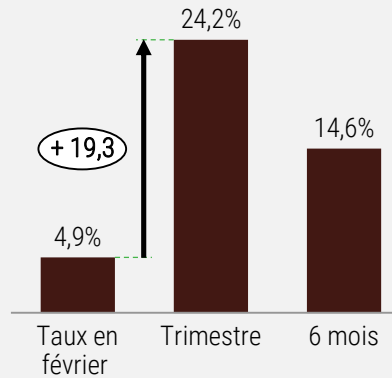
Les résultats du modèle appliqués sur un trimestre

Le taux de chômage pourrait dépasser 20 %

L'impact des pertes d'emplois sur le taux de chômage du Québec dépendra de la durée pendant laquelle les travailleurs n'ont pas d'emploi. La nature de l'emploi (temps plein, temps partiel) affecte également ce taux. Avec la distribution actuelle de l'emploi au Québec et des pertes d'emplois concentrées dans un seul trimestre, le taux de chômage pourrait atteindre près de 25 %. Avec des emplois perdus pour une durée de six mois, le taux de chômage se situerait autour de 14,6 %.

Il s'agit d'un sommet historique puisque le taux de chômage mensuel n'a pas dépassé les 14 % depuis le début des années 1990. Signe de la force du choc actuel, le taux de chômage a rarement affiché un écart de plus de deux points de pourcentage pendant les ralentissements économiques.

Taux de chômage selon la durée
Québec, en %



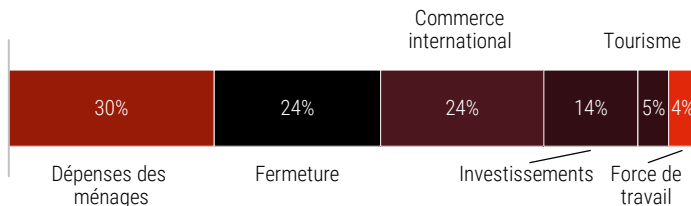
Près de 700 000 emplois à risque

Sur l'échelle d'un trimestre, **689 211 emplois à temps plein** ne pourront être soutenus en raison des chocs liés à la COVID-19. La majorité des pertes d'emploi est associée à la baisse généralisée de consommation des ménages, à la fermeture des entreprises pendant trois semaines ainsi qu'au ralentissement du commerce international.

Ce sont plus de **9,3 milliards \$ en salaires et traitements** que les travailleurs perdront en l'espace d'un trimestre. Le nombre exact de pertes d'emploi pour l'économie dépend de la nature des emplois (temps plein ou partiel) ainsi que la durée du ralentissement.

Distribution des emplois affectés selon les six chocs modélisés

Québec, En nbr d'emplois



4,3 millions
de travailleurs au
Québec en 2019

9,3 milliards \$
en salaires et
traitements

Le choc trimestriel réduirait le PIB du Québec de 17,1 milliards \$

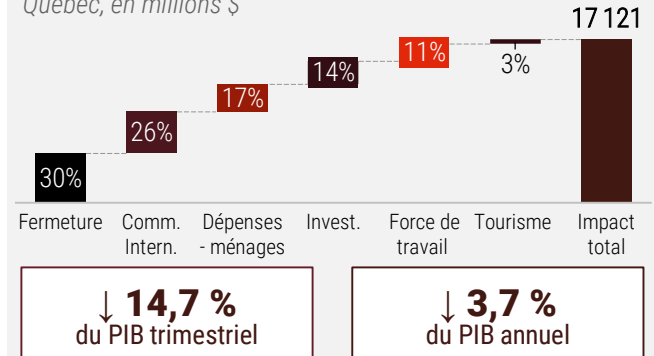


Cet impact sur la production québécoise représente près de **15 % du PIB sur un trimestre** et 3,7 % sur une base annuelle. La fermeture des entreprises et la diminution du commerce international compte pour plus de 50 % de l'impact sur la production alors que les dépenses des ménages sont moins représentées dans la valeur ajoutée que dans l'emploi.

Alors que le choc de 2008-2009 s'est moins fait ressentir sur l'ensemble de l'économie, il en sera autrement pour le ralentissement actuel. Avec une estimation trimestrielle, le ralentissement est déjà significatif.

Distribution des impacts sur le PIB selon le choc

Québec, en millions \$



↓ **14,7 %**
du PIB trimestriel

↓ **3,7 %**
du PIB annuel

Un manque à gagner de 2,2 milliards \$ pour le gouvernement du Québec



Pour un trimestre, le gouvernement du Québec perdra l'équivalent de **2,2 milliards \$**, soit l'équivalent de 9,4 %, de ses revenus autonomes. Ces impacts sont associés principalement aux revenus des taxes de vente ainsi qu'à l'imposition des particuliers.

Les impacts pour le gouvernement ne se limiteront pas à ces pertes de revenus. L'augmentation de ses dépenses pour stimuler l'économie accentuera un éventuel déficit.

↓ **9,4 %**
des revenus autonomes sur un trimestre

Sources: Statistique Canada, Institut de la Statistique Québec, Analyse Avisaio

COVID-19 : Impacts économiques et mesures de relance

Une approche de relance

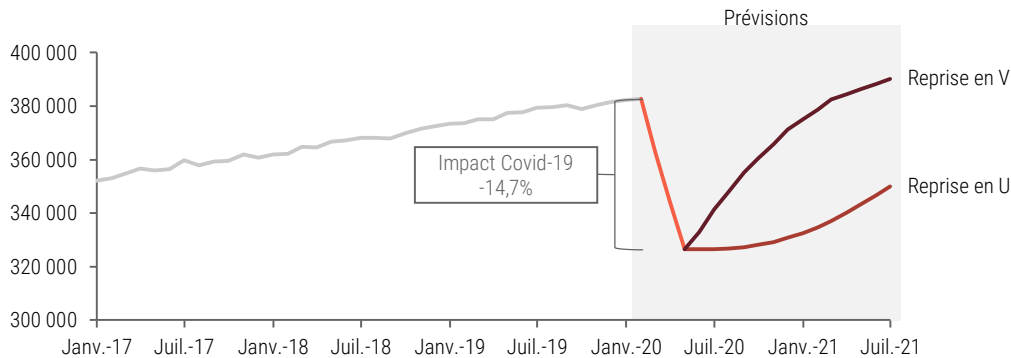
L'autre courbe

Les Québécoises et Québécois semblent adhérer en très forte majorité aux stratégies de réduction de la propagation de la COVID-19 afin « d'aplatir la courbe », ce qui permettra au système de santé de répondre adéquatement aux besoins générés par la crise.

« L'autre courbe » est celle de la baisse de l'activité économique. La question fondamentale pour les gouvernements est de trouver l'éventail de mesures qui permettront de revenir le plus rapidement possible à l'ancienne trajectoire de croissance qui résulterait en une **reprise en « V »**. Il importe de limiter la perte de capacités productives de l'économie. Des mesures mal ciblées pourraient contribuer à une reprise très lente en « U » et risquer une perte sèche de richesse.

Illustration des impacts économiques et de scénarios de reprise

Québec, PIB réel (\$2012)



Des facteurs de risque et des raisons pour un optimisme prudent



Les États-Unis

Les mesures de diminution de la propagation chez notre voisin du Sud ne sont pas claires pour l'instant



La démographie

Le coronavirus affecte les populations âgées, ce qui n'est pas à l'avantage du Québec



Le système financier canadien

Il est solide et en bonne posture. Le choc économique n'en est pas la source contrairement à 2008-2009



Corée du Sud et Chine

Les informations qui en émanent suggèrent des impacts sur un trimestre avant d'observer un début de reprise



Les taux d'intérêt sont bas

Les coûts d'emprunt pour les gouvernements et les entreprises sont faibles

Un #çavabienaller pour l'économie?

Le gouvernement du Québec a annoncé des mesures dans le cas où la COVID-19 affecterait la main-d'œuvre ou les entreprises afin, avec raison, que les tests ne soient pas freinés. L'assouplissement sur le remboursement de prêts s'applique à certaines entreprises uniquement alors qu'il faut être prudent avec l'accélération des dépenses en infrastructures afin de ne pas créer d'effet inflationniste.

Le gouvernement fédéral a fortement mis à court terme sur le report d'impôts divers (55 G\$ sur 82 G\$), ciblant du même coup les liquidités. Le support de l'équivalent de 10% des salaires (avec des plafonds) est un bon début, mais il n'empêchera pas les mises à pied et paraît bien timide par rapport à ce que d'autres pays proposent aux entreprises.

D'autres mesures devront suivre

- ▶ Si plus de 500 000 Québécois se retrouvent au chômage, on peut s'attendre à près de cinq fois ce nombre à l'échelle canadienne. Le gouvernement fédéral doit prévoir les effectifs nécessaires pour une accessibilité sans délai à ses programmes.
- ▶ La simplicité de gestion devrait être au centre de toute réflexion sur des mesures d'aide. À cet égard, la subvention au salaire, à l'instar d'autres pays, devrait être au centre de la réflexion de prochaines mesures.
- ▶ Certains secteurs économiques sont stratégiques et les gouvernements doivent faciliter les mécanismes pour que la main-d'œuvre soit le plus mobile possible. D'autres secteurs ont des effets multiplicateurs dont il faudra tenir compte pour la relance.
- ▶ Les donneurs d'ordres doivent continuer à jouer leur rôle.

L'équipe économique d'Aviseo Conseil qui a contribué à cette étude d'impacts économiques de la COVID-19



Jean-Pierre Lessard
Associé

David-Alexandre Brassard
Directeur

Ariane Michaud
Analyste

Catherine Vachon
Analyste-stagiaire

Sources: Statistique Canada, Institut de la Statistique Québec, Analyse Aviseo